

LES MULTINATIONALES MINIERES CANADIENNES EN ARRIERE DE LAURENT NKUNDABATWARE DANS LA GUERRE QUI ENSANGLANTE L'EST DU CONGO

(Grands-Lacs Confidentiel 15/11/2008)

Kiwanja, (GLAC) - Des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de génocide ont été commis le 4 novembre 2008 à Kiwanja au Nord-Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) où 275 personnes ont été froidement égorgées, étripées à coups de baïonnettes ou tuées par balles, par les hommes de Laurent Nkundabatware, le chef du CNDP et outil de Paul Kagame au Congo.

Cent soixante-quinze de ces victimes ont été identifiées. Cent autres personnes qui étaient des civils capturés dans les villages pour transporter des bagages pillés par les rebelles ont été fusillés à bout portant. Des sources concordantes précisent que les corps de ces cent dernières victimes ont été enterrés dans une fosse commune dans les ravines des environs de Rwanguba, entre 10 et 15 km en direction de Bunagana.

C'est un officier de l'armée rwandaise, le Major John Muhire, qui dirigeait les opérations à Kiwanja pour le compte de Laurent Nkundabatware. Après les massacres, il a été rappelé expressément au Rwanda et un Congolais de la tribu Hunde a été nommé porte-parole des opérations de guerre pour justifier ces crimes devant les représentants de la presse qui viendraient s'informer sur le sujet.

Selon l'enquête de Grands-Lacs Confidentiel auprès des hommes de Laurent Nkundabatware, c'est lui-même et son chef d'État-major Bosco Ntaganda, les deux lieutenants de Paul Kagame au Congo, qui ont ordonné ces massacres.

Les sources de Grands-Lacs Confidentiel précisent que Kiwanja est maintenant un quartier résidentiel en ruine ou rodent des chiens et des charognards. C'est une boucherie humaine d'une cruauté indescriptible, perpétrée sur des civils sans défense. Des femmes, enfants, bébés, vieillards, pour la plupart de la tribu Nande ont été froidement abattus pour assouvir la soif sanguinaire du tutsi Laurent Nkundabatware.

Par ailleurs, à Bunagana (Nord-Kivu), trois brigades, deux de mercenaires éthiopiens et une de l'armée rwandaise, ont traversé le 4 novembre dernier, avec des chars de combat de l'armée rwandaise. Tôt, le 11 novembre 2008, cinq autres brigades ont encore traversé vers le Nord-Kivu.

Les enjeux du dépeuplement que mènent le Rwanda et l'Ouganda dans les provinces orientales de la RDC sont les suivants :

Implanter à tout prix à l'Est de la RDC, une population de tutsi rwandais. Ceux-ci deviendront automatiquement des Congolais parce qu'ils vont se faire passer pour ces immigrés tutsis habitant présentement l'Est du Congo et faussement appelés

banyamulenge, auxquels ils sont apparentés morphologiquement et linguistiquement.

Permettre ainsi aux tutsi rwandais de s'imposer majoritairement dans les institutions afin de décider de l'avenir de l'Est du Congo. En effet, après les négociations de Sun City et les élections présidentielles en RDC, ils se sont rendus compte que les institutions démocratiques, même avec l'aide de la corruption, ne leur permettent pas de contrôler la RDC.

Créer plus de terres vacantes pour les multinationales canadiennes, américaines, britanniques, belges et israéliennes pour faciliter le partage en toute quiétude du <<gâteau congolais>>, c'est à dire l'exploitation des ressources naturelles immenses dont regorge la RDC.

Les organisations non gouvernementales, les institutions onusiennes et les pays occidentaux aident à la réalisation de ce plan de plusieurs façons. D'un côté ils ne donnent jamais de vraies solutions et ne prennent jamais de mesures concrètes pour que le problème de l'attaque du Congo par le Rwanda cesse, ce qui leur serait très facile. Bien au contraire, profitant de la situation d'urgence créée de toutes pièces par leur collègue Nkundabatware, ils font semblant de s'apitoyer sur le sort des déplacés de la guerre qu'ils soutiennent. Lorsqu'ils volent « au secours » des déplacés, lorsqu'ils créent des corridors pour évacuer les réfugiés et déplacés de guerre ils aident à accomplir ce plan de vider de sa population autochtone la région qui les intéresse, et ceci avec l'objectif de la remplacer par une population qui les soutiendra dans le pillage des ressources naturelles de la région.

Des sources très bien placées au sein de la rébellion de Laurent Nkundabatware qui se sont confiées à Grands-Lacs Confidentiel ont révélé que cette guerre est soutenue par quatre multinationales canadiennes, une multinationale israélienne et deux multinationales américaines qui, par l'intermédiaire du Rwanda et de l'Ouganda, pourvoient Laurent Nkundabatware en instructeurs militaires. Ceux-ci sont des officiers à la retraite des armées de leurs pays respectifs, ils recrutent aussi des mercenaires et des stratèges militaires. Plusieurs personnalités du gouvernement, basées à Kinshasa, seraient même avec Nkundabatware et contrôlent tous les mouvements des FARDC pour faire échouer leurs tentatives de reconquérir le territoire national. L'ironie de la mondialisation est que ces mêmes multinationales ont officiellement signé des contrats miniers avec le gouvernement congolais de Joseph Kabila. Trois d'entre elles sont opérationnelles au Katanga, deux au Kivu et deux au Kasai.

Selon les mêmes sources, la guerre actuelle au Nord-Kivu est l'aboutissement de la visite que le criminel Paul Kagame avait effectué au Canada en avril 2006 où il avait signé des engagements avec des multinationales canadiennes. Cela faisait partie de son plan de relancer la guerre pour permettre aux multinationales canadiennes d'avoir des contrats plus lucratifs en République démocratique du Congo.

Grands-Lacs Confidentiel, dans son édition GLAC 6-2006 datée du 27 mars, avait alors repris en ces termes les déclarations d'un diplomate occidental qui parlait de la visite de Paul Kagame au Canada qui allait avoir lieu en avril 2006 :

« La visite de Paul Kagame répond vraisemblablement à un besoin des multinationales de re-financer l'option militaire pour continuer à piller l'Afrique.

C'est la RDC qui sera vendue à gage. Ce qui est déterminant c'est au niveau où Kagame rencontrera l'exécutif des multinationales canadiennes. La politique canadienne pour soutenir ce criminel dans la continuité du dépeuplement de la population africaine est simplement une honte.[...]

Le gouvernement conservateur d'Ottawa, pour camoufler son appui envers le criminel a choisi d'inviter Kagame à Montréal, loin de la capitale pour donner l'impression qu'il s'agit simplement d'une visite d'affaires ». Pour lire le communiqué dans son intégralité cliquez sur le lien suivant :

(<http://www.congovision.com/nouvelles/glac2.html>).

Les sources de Grands-Lacs Confidentiel à Kigali précisent que Oscar Kashala, ancien candidat à la présidence de la République démocratique du Congo, y était attendu ce mercredi 12 novembre 2008 pour une réunion très importante avec des officiers rwandais, des officiers du CNDP et plusieurs stratèges militaires canadiens et américains qui travaillent pour le compte de Paul Kagame et Laurent Nkundabatware.

Les sources de Grands-Lacs Confidentiel précisent aussi que deux familles très bien connues à Luvungi dont les fils sont basés en France seraient aussi de connivence avec les ennemis du peuple congolais.

Grands Lacs Confidentiel a finalement identifié l'agent venu du Danemark qui recrute les mercenaires à Bujumbura pour le compte de Laurent Nkundabatware. Il s'agit du nommé Sebagabo Munanira Benjamin, basé au Danemark, originaire de Bibogobogo dans les Haut plateaux de Bubembe (zone de Fizi). Cet homme est venu avec un équipement complet lui permettant de fabriquer et imprimer des cartes d'électeurs qui servent comme pièces d'identité au Kivu. Ainsi, les recrues reçoivent les cartes d'électeurs et voyagent comme des Congolais pour aller rejoindre Laurent Nkundabatware au front du Nord-Kivu. Monsieur Sebagabo Benjamin Munanira tient régulièrement des réunions à Bwiza (Bujumbura) et dans les camps de réfugiés à Musinga.

Recommandations :

L'équipe de Grands-Lacs Confidentiel propose les recommandations suivantes à l'honorable Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) qui nous lit en copie :

1. Mettre un point final à l'impunité et aux crimes horriblement indésignables qui sont commis en Afrique de Grands-Lacs depuis plus de dix ans et dont les véritables responsables vivent en toute quiétude, dans l'opulence, de par les retombées de ces mêmes crimes. Tout cela se passe sous la complaisance incroyablement cynique d'une communauté internationale bienveillante envers les criminels. Les assassinats, tueries de masse, les viols ignominieux et les conséquences qui en découlent ne sont-elles pas des crimes graves ? Pourquoi restent-ils si longtemps impunis ? Dans ce contexte, l'arrestation et la comparution devant la Cour pénale Internationale de Laurent Nkundabatware et de son Chef d'État-Major

- Bosco Ntaganda doivent devenir une priorité parmi les considérations immédiates de la CPI, afin de ramener la paix au Congo.
2. Mener une enquête indépendante visant à déterminer le rôle que les multinationales canadiennes, britanniques américaines et belges jouent dans la perpétuation de la guerre qui a transformé la République démocratique du Congo en bourbier de sang.
 3. Lancer des mandats d'arrêts internationaux contre les responsables de ces multinationales pour les faire comparaître devant la justice.
 4. Demander aux gouvernements de ces pays occidentaux, Canada, Etats-Unis, Belgique, etc... dont les multinationales sont les principaux pourvoyeurs de cette guerre, d'effectuer des enquêtes sur les cruautés que commettent ces compagnies qui sont enregistrées dans leur pays.

La Cour pénale Internationale devra démontrer par des actions concrètes qu'elle n'est pas une institution des instruments de la mondialisation faite pour punir uniquement certains criminels et pas d'autres qui commettent des crimes encore plus graves, selon des critères qui cachent beaucoup de magouilles.

Grands-Lacs Confidentiel salue les arrestations de Jean-Pierre Bemba et Thomas Lubanga comme des bons exemples de départ de ce qui doit être fait, de façon systématique et sans tergiversations, en Afrique des Grands-Lacs.

Par contre, n'est-il pas cyniquement curieux de voir que ces derniers soient en prison à la CPI alors que les plus grands criminels que l'Afrique ait jamais connus, nommément le président Paul Kagame du Rwanda et Yoweri Museveni de l'Ouganda, vivent dans la quiétude et l'opulence, alors qu'ils sont responsables des génocides au Congo, au Burundi et au Rwanda ? Combien des milliers d'Africains doivent encore mourir avant que ces criminels ne soient amenés en justice ?

le 12 novembre 2008

Le Rwanda occupe l'est du Congo il y a pratiquement 11 ans déjà pour prétendument pourchasser les Hutu génocidaires!



LE MINISTRE A. TAMBWE MWAMBA

Ce n'est pas Tambwe Mwamba, un ancien casique du RCD-Goma/Kigali qui l'ignore!

Kagame qui vient de lancer une bourse de matières premières alors que le Rwanda n'a pas de minerais coopère avec les mêmes Hutu pour piller les minerais stratégiques de l'est du Congo. Tous les minerais qui sont pillés par les groupes armés à l'est du Congo, y compris par le FDLR passent par le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, le Burundi et la Tanzanie!

Quand les Hutu apportent des minerais au Rwanda, ils ne sont plus des ennemis! Au lieu d'étaler ce gros mensonge de l'histoire et de le démystifier, Tambwe Mwamba, un ancien collabo Congolais du RCD-Goma/Kigali qui traitait avec Kagame, s'adonne à une diplomatie de lèche-botte devant Paul Kagame! Quelle humiliation!

"Nous sommes tout à fait ouverts à ce que vos officiers de renseignement puissent faire partie des troupes qui vont traquer les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) pour que les accusations selon lesquelles nous soutenons les FDLR puissent être balayées une fois pour toutes", a déclaré Mwamba dans un entretien samedi 15.11.2008 avec un journaliste de Radio Rwanda.

Tambwe Mwamba a le sang de ses compatriotes Congolais dans ses mains

Quand les Tutsi ont tiré sur un Boeing 727 en Octobre 1998, qui décollait à partir de l'aéroport de Kindu - un acte terroriste - 40 civiles en évacuation ont trouvé la mort, dont les membres de famille de Tambwe Mwamba et de Wamba dia Wamba! Il n'y a eu aucun survivant!

Voici ce que les Tutsi ont mi dans la bouche de Tambwe Mwamba alors membre permanent du Bureau politique du RCD-Goma/Kigali, qui a déclaré: **Nos troupes [troupes Rwandaises] ont intercepté les messages radiophoniques du gouvernement à Kindu et savaient en avance l'heure de l'arrivée de l'avion. Nos troupes savent que le gouvernement utilisait le Boeing 727 pour déployer ses troupes et transporter des munitions à Kindu des jours durant»**

Arthur Mulunda, un autre collabo Congolais, alors commandant de brigade a révélé que ses hommes disposaient des missiles sol-air de type SAM-7 qu'ils ont utilisées pour abattre l'avion. **Voir Interview accordée à l'Agence AP, Hrvoje Hranjski, "Rebels Shoot Down Jet In Eastern Congo", AP, 11 Octobre 1998.**

Obasanjo, un émissaire de l'ONU de trop!



Nous n'avons pas droit à l'oubli! Voici comment l'Occident a planifié la recolonisation et le patronage de la RDC à travers la MONUC.

Une révélation de Albrecht Conze, Secrétaire Général aux affaires politiques de la MONUC au Magazine Spiegel Online le 17/08/2006

«Comment puis-je expliquer le plan que l'Occident a pour le Congo? C'est comme si l'Occident veut être le parent adoptif de la RDC,» a déclaré Conze qui prévoit le retour du patronage de l'homme blanc sur le Congo, une colonie belge jusqu'à 1960.

«Ça ne sera pas facile du tout!», a-t-il reconnu. «Le soutien à ce plan devra venir du Conseil des sages noirs Africains une autre idée tramée par les gouvernements Occidentaux. Le plan consiste à utiliser les politiciens Africains et anciens chefs d'Etat bien connus, comme l'ancien Président Mozambicain Joaquim Chissano et son collègue Béninois Nicéphore Soglo [et Mbeki et Obasanjo?] pour rendre la politique occidentale sur le Congo concoctée à l'étranger acceptable aux Congolais», a déclaré Conze.

Rappel à l'ordre

Gouvernement Muzito: Avant d'entrer en fonction, les nouveaux ministres ont-ils déclaré leurs biens?!

Dépêches économiques

- 1.** Walikale: les hommes armés contrôlent étroitement l'exploitation des minerais.
- 2.** A cause de la crise financière globale, Anvil Mining (australéo-canadienne) suspend la construction d'une plante métallurgique à Kinsevere (qui demande \$380 million). La compagnie connaît des pertes et les derniers chiffres d'affaires ne sont pas roses.
- 3.** El Nino Ventures Inc (canadienne) poursuit "positivement" ses explorations de cuivre à Kasala, au Katanga.
- 4.** A cause d'une incendie, Katanga Mining (Canadienne) a suspendu ses opérations à Lulu, au Katanga.